AD.

L

CONSEIL D'ETAT · RAAD VAN STATE
LEGISLATION · WETGEVING
L
10-05-1983
Transmis à M. Coordination
Overgemaakt aan de H.

L. 14.850/9.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 14 juillet 1982, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 1973 portant règlement sur l'inspection maritime", a donné le 19 avril 1983 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdelir wetgeving, negende kamer, de 14 juli 1982 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "to wijziging van het koninklijk besluit van 20 juli 1973 houdende zeevaartinspectiereglement", heeft de 19e april 1983 het volgend advies gegeven :

30 MAI 1983

EXAMEN DU TEXTE.

DISPOSITIF.

OBSERVATIONS PREALABLES.

1. De nombreux articles de l'arrêté modifié et de ses annexes comportent des subdivisions précédées d'un numéro. Ces subdivisions comprennent souvent plusieurs alinéas. Il est, dès lors, incorrect de les désigner comme des "alinéas". Partout où cette expression figure dans les liminaires ou dans le corps des articles, il convient de la remplacer par le numéro qui indique la division de l'article.

2. Toute référence à un "alinéa précédent" ou à un "paragraphe précédent" doit être remplacée par l'indication précise de la disposition à laquelle il est fait référence.

3. Certains articles de l'arrêté en projet remplacent, dans le texte français de l'arrêté modifié, le mot "tuyautage" par "tuyauterie" (par exemple, les articles 15 et 16), alors que d'autres articles employent le mot "tuyautage" (par exemple, les articles 1er, 20 et 62).

Le mot "tuyautage", dont l'emploi est incorrect en l'espèce, est cependant utilisé dans les conventions internationales (voir la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, et l'annexe, approuvées par la loi du 10 août 1979).

.../...

Il conviendrait en tout cas que le règlement sur l'inspection maritime ne recoure pas à des termes différents pour désigner une même chose.

4. L'arrêté en projet, comme d'ailleurs l'arrêté qu'il modifie, contient de nombreuses expressions incorrectes, surtout en français ou inhabituelles dans des textes normatifs, du type "on doit prendre des mesures qui ...", "on vérifiera si ...", telle mesure doit "répondre à la satisfaction du chef de district". La tournure impersonnelle "on", qui ne désigne pas l'autorité compétente pour procéder notamment aux vérifications visées est trop imprécise pour être admissible.

D'une manière plus générale, la version française du projet devrait être revue dans son ensemble car elle présente de nombreuses incorrections. Le Conseil d'Etat n'a pas le loisir de corriger jusque dans les détails un projet qui, comme celui-ci, a été rédigé, surtout en français, avec un manque de soin regrettable.

Article 5.

Au paragraphe 4, la rédaction suivante est proposée pour le 3, a :

"3. a) L'inspection annuelle, prévue à l'article 6, 1, c, comporte, selon le certificat requis, une visite des structures, de toutes les installations ou de l'armement du navire, énumérés à l'alinéa du 1 qui s'y applique. (On) vérifiera ...

L'inspection des navires-citernes ...".

Article 6.

Il n'est pas d'usage d'indiquer la ligne du texte où une modification doit être apportée. Une telle indication peut, en effet, prêter à confusion, la ligne pouvant ne pas être la même dans des publications différentes.

La même observation vaut pour diverses dispositions du projet.

Article 8.

A la fin de l'article 13, 2, en projet, il convient de lire dans le texte néerlandais : "aan die resultaten kunnen worden ontleend" au lieu de "van die resultaten ...".

A l'article 13, 3, alinéa 1er, et 4, en projet, il faut lire dans le texte français : "doivent être soumis à l'approbation du chef de district" au lieu de : "doivent être soumis à la satisfaction du ...".

Au 3 de l'article 13 en projet, la rédaction suivante est proposée pour l'alinéa 2 :

"En outre, pour les navires à passagers, toutes les données relatives à la stabilité du navire en état d'avarie, prévues à l'annexe II, doivent être fournies".

Au même article 13, 6, a, seconde phrase, il y a une discordance entre le texte français : "... des transformations n'ayant aucun effet sur les données de la stabilité..." et le texte néerlandais : "... wijzigingen ... die van enige invloed zijn op de ... stabiliteitsgegevens ...".

Au 6, c, iii, les mots "en longueur ..." devraient être remplacés dans le texte français par "la longueur étant celle qui est définie à l'article 2 de l'annexe I".

.../...

Pour le 7, le texte suivant est proposé :

"Sans préjudice du 6, doivent être mises à la disposition du capitaine d'un navire utilisé pour le transport en vrac des matières dangereuses visées à l'article 108, 4, c, autres que des matières solides, les données approuvées nécessaires pour assurer une stabilité suffisante du navire à l'état intact dans les diverses conditions d'exploitation et pour que le navire puisse supporter les avaries prévues dans les prescriptions supplémentaires fixées par le Ministre en application de l'article 108, 4, c".

Article 12.

Au paragraphe 4, le 5, a, serait mieux rédigé comme suit :

"a) si les inspections et les visites prévues à l'article 6 n'ont pas été effectuées dans les délais fixés à cet article ou pendant la période de prorogation prévue à l'article 20".

Article 13.

Le texte suivant est proposé pour le 2, b, ii et iii, de l'article 24 en projet :

"(ii) que le navire et son armement ne sont pas maintenus en bon état, conformément aux prescriptions de la Convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer et du Protocole, que la sécurité du navire n'est pas satisfaisante ou que le navire ne peut pas prendre la mer sans danger pour lui ou pour les personnes à son bord;

(iii) qu'après une visite ou une inspection prévues par la Convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer et le Protocole, des changements ont été apportés, sans l'autorisation de l'autorité compétente, à la structure, aux machines ... (la suite comme au projet)".

Le c serait mieux rédigé comme suit :

"Dans les cas visés au b et dans les cas où un certificat est périmé ou cesse d'être valable ... (la suite comme au projet)".

La rédaction suivante est proposée pour le 7 du paragraphe 2 :

"7. Le capitaine d'un navire étranger qui se trouve dans un port belge doit faire rapport au plus tôt, au chef de district, de tout accident ou de tout défaut constaté à bord, qui compromet la sécurité du navire, l'efficacité ou l'intégralité des engins de sauvetage et des autres apparaux".

+

Le Roi ne trouve pas dans l'article 4 de la loi du 5 juin 1972 sur la sécurité des navires le pouvoir d'imposer des obligations à l'autorité judiciaire. Le paragraphe 2, 8, en projet, devrait donc soit être omis, soit être rédigé de telle manière que l'obligation soit imposée au capitaine du navire.

Pour le surplus, l'équivalent français de "verslag" n'est pas "procès-verbal" mais "rapport".

.../...

Article 20.

1. Le 1, b, de l'article 40 en projet devrait être rédigé de la manière suivante :

"b) "navire-citerne neuf" : un navire-citerne répondant à l'une des conditions suivantes :

(i) le contrat de construction a été conclu après le 1er juin 1979;

(ii) à défaut d'un contrat de construction, la quille a été posée ou la construction s'est trouvée à un stade identique après le 1er janvier 1980;

(iii) la livraison a eu lieu après le 1er juin 1982;

(iv) le navire a subi une transformation ou un changement jugés importants par le chef de district, soit que :

1° le contrat ait été conclu après le 1er juin 1979,

2° les travaux, à défaut d'un contrat, aient commencé après le 1er janvier 1980,

3° les travaux aient été terminés après le 1er juin 1982;".

L'article 59 devrait être revu sur le même modèle.

.../...

2. La rédaction suivante est proposée pour l'alinéa 2 du 1,c :

"Toutefois, ne doit pas être considéré comme ayant subi une transformation ou un changement important, le navire-citerne existant, d'une capacité de chargement d'au moins 20.000 tonnes métriques, qui est transformé ou modifié pour satisfaire aux prescriptions du Protocole de 1978 relatif à la Convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires".

3. Dans le texte néerlandais de l'article 40 en projet, il convient d'écrire :

a) au 3, a , seconde phrase : "elk essentieel bestanddeel dat niet dubbel is uitgevoerd" au lieu de "elk essentieel bestanddeel dat niet ontdubbeld is";

b) au 7, a et b : "zoals vereist is in" au lieu de "vereist in";

c) au 8, b : "dubbel wordt uitgevoerd" au lieu de "moet worden ontdubbeld";
La même observation vaut pour l'article 40, 22, a, ii.

d) au 9, b : "in de stuurmachinekamer moeten voorzieningen zijn getroffen om elke ..." in plaats van : "middelen dienen voorzien in de stuurmachinekamer om elke ...";

.../...

e) à la fin de la phrase introductive du 17 : "... moeten voldoen, mits een gelijkwaardige graad van veiligheid wordt bereikt, en :".

4. Au même article 40, 9, a, en projet, il y a une discordance entre le texte français ("doit") et le texte néerlandais ("mogen").

5. Au même article 40, 25, b, le projet emploie la double conjonction incorrecte "et/ou" - "en/of", alors que l'article 23 du projet condamne cette expression en disposant :

"Au 1 de l'article 45 du même arrêté les mots "et/ou" sont remplacés par le mot "ou".

Article 31.

Dans le texte français du paragraphe 1er, il faut évidemment écrire "est remplacé" et non "est modifié".

Article 34.

1. Dans l'article 90, 4, a, ii, et b, ii, l'expression "les installations pour le lavage des citernes au pétrole brut" est ambiguë. Le texte doit être rédigé de manière plus précise.

2. Le texte français de l'article 90, 4, en projet reprend en grande partie le texte inséré dans l'arrêté royal du 20 juillet 1973 par l'arrêté royal du 10 juillet 1981 (Moniteur belge du 3 octobre 1981) sous la forme d'un article 90, 3, tel qu'il avait été proposé par le Conseil d'Etat

dans son avis L. 13.789/2 du 26 janvier 1981. Il n'en est pas de même en ce qui concerne le texte néerlandais pour lequel il y aurait lieu de s'inspirer également du texte en vigueur de l'article 90, 3.

Article 35.

Le 1 et le 3 de l'article 107 en projet seraient mieux rédigés comme suit :

"1. Si un navire, qui n'est pas spécialement équipé à cette fin, transporte des marchandises en vrac qui peuvent riper facilement, des bardis doivent au besoin être placés".

"3. Le transport de cargaisons en vrac à poids spécifique élevé, ou de cargaisons qui, en raison de leur nature chimique ou de leurs propriétés, peuvent, lors d'un transport en vrac, occasionner un danger, ou de cargaisons ... Le chef de district peut imposer des mesures complémentaires".

Article 36.

Le texte suivant est proposé :

"6. A bord de tout navire affecté ou destiné au transport de marchandises dangereuses emballées, ..., il doit y avoir des instructions écrites relatives à la nature du danger que présentent ces marchandises et aux mesures à prendre en cas d'accident ou d'incident. Ces instructions doivent ...".

.../...

Article 40.

Le texte suivant est proposé pour le 2, c, de l'article 121 en projet :

"c) Le capitaine d'un navire utilisé pour le transport en vrac des matières dangereuses visées à l'article 108, 4, c, autres que des matières solides, est tenu, en outre, de veiller, avant d'entreprendre un voyage, à ce que les données prévues à l'article 13, 7, se trouvent à bord".

Le texte du 3, c, devrait être revu sur le même modèle.

Article 41.

La disposition en projet serait mieux rédigée comme suit :

"d) les parties mobiles, telles que les treuils, bossoirs, grues et taquets, soient exemptes de rouille et en bon état de marche".

Article 49.

Au paragraphe 5, l'alinéa 3 du 4 en projet devrait être rédigé comme suit :

"En outre, si l'accident ou le défaut est constaté dans un port étranger, le capitaine ou le propriétaire du navire doit faire rapport, au plus tôt, à l'autorité qualifiée de ce port, si cette autorité dépend d'un Etat qui est partie au Protocole de 1978 ...".

.../...

Article 50.

A l'article 156, 2, en projet, il y a une discordance entre le texte français ("affichés à un endroit ...") et le texte néerlandais ("zich op een ... plaats bevinden").

Article 51.

1. Le début de l'article 158, 1, en projet, serait mieux rédigé comme suit :

"1. Le chef de district peut, dans des cas spéciaux, dispenser de l'application d'une ou de plusieurs dispositions du présent arrêté, à la condition que cette dispense ... (la suite comme au projet)".

2. Il y a une discordance entre le texte français ("les raisons spéciales ou les circonstances") et le texte néerlandais ("de bijzondere redenen of omstandigheden") de l'article 158, 3, en projet.

Article 59.

Il y a lieu de se reporter à l'observation faite sous l'article 20.

La mention "§ 1" doit être omise.

Article 61.

A l'article 30, 3, a, en projet, il faut écrire, dans le texte français, "service normal" et non "source normal".

.../...

Article 62.

Il y a une discordance entre le texte français et le texte néerlandais de l'article 32, 13, b, en projet.

Article 63.

Au 2, a, dernière phrase, de l'article 15 de l'annexe VI en projet, le mot "électronique" doit être remplacé, dans le texte français, par "électrique" et "y" par "et".

Au c, la dernière phrase devrait être rédigée de la manière suivante :

"Lorsqu'un tel moteur est utilisé pour actionner cet appareil à gouverner auxiliaire, le chef de district peut autoriser une dérogation au b, si les dispositifs de protection sont, à son avis, satisfaisants et si les conditions prévues à l'article 40, 6, a et b, et 8, c, sont réunies".

Article 66.

La méthode suivie par le projet et qui consiste à modifier des annexes aux arrêtés royaux en vigueur par l'insertion des textes nouveaux dans l'article lui-même n'est pas conforme aux usages en matière légistique. Il conviendrait que les modifications aux dites annexes, lorsqu'elles ont une certaine ampleur ou lorsqu'elles se présentent sous la forme de tableaux, fassent elles-mêmes l'objet d'annexes à l'arrêté en projet, l'article se bornant alors à faire référence aux dites annexes, sur le modèle suivant :

"Article 66.-

A l'annexe XXIV du même arrêté, modifié par les annexes ..., le texte sous 1 est remplacé par l'annexe 1".

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

BEPALEND GEDEELTE.

VOORAFGAANDE OPMERKINGEN.

1. Heel wat artikelen van het gewijzigde besluit en van de bijlagen bevatten onderverdelingen die door een nummer zijn voorafgegaan. Die onderverdelingen bestaan veelal uit verscheidene leden. Het is derhalve onjuist ze "leden" te noemen. Overal waar die term in de inleidende volzinnen of in de tekst van de artikelen voorkomt, dient hij te worden vervangen door het nummer dat de onderverdeling van het artikel aangeeft.

2. Iedere verwijzing naar een "voorgaande lid" of naar een "voorgaande paragraaf" moet worden vervangen door de nauwkeurige aanduiding van de bepaling waarnaar wordt verwezen.

3. Sommige artikelen van het ontworpen besluit vervangen in de Franse tekst van het gewijzigde besluit het woord "tuyautage" door "tuyauterie" (bijvoorbeeld de artikelen 15 en 16), terwijl andere artikelen het woord "tuyautage" gebruiken (bijvoorbeeld de artikelen 1, 20 en 62).

Het woord "tuyautage", waarvan het gebruik in het onderhavige geval onjuist is, komt nochtans voor in de internationale verdragen (zie het Internationaal Verdrag van 1974 voor de beveiliging van mensenlevens op zee, en de bijlage, goedgekeurd door de wet van 10 augustus 1979).

.../...

Het zeevaartinspectiereglement zou hoe dan ook niet met verschillende termen mogen werken wanneer het om een zelfde zaak gaat.

4. Het ontworpen besluit bevat, zoals ten andere het besluit dat het wijzigt, talrijke wendingen die, voornamelijk in het Frans, onjuist zijn of die in normgevende teksten gewoonlijk niet voorkomen, bijvoorbeeld "on doit prendre les mesures qui ..." ("... moeten de controles uitgevoerd worden die ...") "on vérifiera si ..." ("hierbij wordt onderzocht of ...").... De onpersoonlijke zinswending in het Frans ("on") en de lijdende vorm in het Nederlands, waardoor in het ongewisse blijft welke overheid bevoegd is onder meer om de bedoelde onderzoeken te verrichten, zijn te onnauwkeurig en derhalve onaanvaardbaar.

Meer in het algemeen zou de Franse tekst van het ontwerp in zijn geheel moeten worden herzien, daar hij talrijke onjuistheden bevat. De Raad van State kan zich niet onledig houden met het verbeteren tot in de kleinste bijzonderheden, van een ontwerp dat zoals dit, vooral in het Frans, is geredigeerd met een betreurenswaardig gebrek aan zorgvuldigheid.

Artikel 5.

De volgende tekst wordt voorgesteld voor paragraaf 4, 3, a :

.../...

"3. a) De jaarlijkse inspectie, bedoeld in artikel 6, 1, c, omvat, naar gelang van het vereiste certificaat, een onderzoek van de constructie, van alle inrichtingen of van de uitrusting van het schip, opgesomd in het lid van 1 dat daarop van toepassing is. Hierbij (wordt onderzocht) ...

Bij deze inspectie moet voor tankschepen ... .

Indien ..., dienen de nodige extra maatregelen te worden genomen, zoals het beproeven onder druk en het meten van de wanddikte".

Artikel 6.

Het is niet gebruikelijk de regel van de tekst aan te duiden waar een wijziging moet worden aangebracht. Een dergelijke aanduiding kan inderdaad tot verwarring leiden, aangezien het mogelijk is dat die regel verschillend is naar gelang van de publikatie.

Dezelfde opmerking geldt voor verscheidene bepalingen van het ontwerp.

Artikel 8.

Aan het slot van het ontworpen artikel 13, 2, behoort in de Nederlandse tekst te worden gelezen : "aan die resultaten kunnen worden ontleend" in plaats van "van die resultaten ...".

.../...

In 3 van het ontworpen artikel 13 wordt de volgende tekst voorgesteld voor het tweede lid :

"Bovendien moeten voor de passagiersschepen alle in bijlage II bepaalde gegevens in verband met de lekstabiliteit van het schip worden verstrekt".

In het ontworpen artikel 13, 3, eerste lid, en 4, moet in de Franse tekst worden gelezen : "doivent être soumis à l'approbation du chef de district" in plaats van : "doivent être soumis à la satisfaction du ...".

In hetzelfde artikel 13, 6, a, tweede volzin, is er een discrepantie tussen de Nederlandse tekst ("... wijzigingen ... die van enige invloed zijn op de ... stabiliteitsgegevens ...") en de Franse tekst ("... des transformations n'ayant aucun effet sur les données de la stabilité ...").

In 6, c, iii, zouden in de Franse tekst de woorden "en longueur ..." moeten worden vervangen door de woorden "la longueur étant celle qui est définie à l'article 2 de l'annexe I".

Voor 7 wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Onverminderd het bepaalde in 6, moeten aan de kapitein van een schip dat wordt gebruikt voor het vervoer in bulk van de in artikel 108, 4, c, bedoelde gevaarlijke stoffen die geen vaste stoffen zijn, de goedgekeurde gegevens ter beschikking worden gesteld die nodig zijn om in alle voorkomende bedrijfstoestanden een voldoende stabiliteit van het schip in onbeschadigde toestand te verzekeren en opdat het schip de beschadigingen kan doorstaan als bedoeld in de door de Minister met toepassing van artikel 108, 4, c, gestelde aanvullende eisen".

.../...

Artikel 12.

In paragraaf 4, zou de tekst onder 5, d, beter als volgt worden geredigeerd :

"a) indien de in artikel 6 bedoelde inspecties en onderzoeken niet hebben plaatsgehad binnen de in dat artikel gestelde termijnen of tijdens de in artikel 20 bedoelde verlengde geldigheidsduur".

Artikel 13.

De volgende tekst wordt voorgesteld voor 2, b, ii en iii van het ontworpen artikel 24 :

"(ii) dat het schip en zijn uitrusting niet in goede staat werden gehouden, overeenkomstig de voorschriften van het Internationaal Verdrag voor de beveiliging van mensenlevens op zee en van het Protocol, dat de veiligheid van het schip niet bevredigend is of dat het schip niet zonder gevaar voor zichze of voor de opvarenden zee kan kiezen;

(iii) dat na een onderzoek of een inspectie als bedoeld in het Internationaal Verdrag voor de beveiliging van mensenlevens op zee en in het Protocol, zonder toestemming van de bevoegde overheid, wijzigingen werden aangebracht in de constructie, de machine-installatie, de uitrusting of de andere delen waarop het onderzoek of de inspectie betrekking had".

De tekst onder c zou beter als volgt worden geredigeerd :

.../...

"In de onder b bedoelde gevallen en in de gevallen dat een certificaat vervallen of niet langer geldig is ... (voorts zoals in het ontwerp)".

De volgende tekst wordt voorgesteld voor paragraaf 2, 7 :

"7. De kapitein van een vreemd schip dat zich in een Belgische haven bevindt, moet aan het districtshoofd onverwijld verslag uitbrengen over elk ongeval of over elk gebrek dat aan boord wordt vastgesteld en waardoor de veiligheid van het schip, de deugdelijkheid of de volledigheid van de reddingmiddelen en van de andere uitrusting in gevaar wordt gebracht".

+

Artikel 4 van de wet van 5 juni 1972 op de veiligheid der schepen verleent aan de Koning niet de bevoegdheid om verplichtingen op te leggen aan de rechterlijke overheid. De ontworpen paragraaf 2, 8, zou bijgevolg ofwel moeten worden weggelaten ofwel zo moeten worden geredigeerd dat de verplichting wordt opgelegd aan de kapitein van het schip.

Overigens is het Franse equivalent voor "verslag" niet "procès-verbal" maar "rapport".

Artikel 20.

1. Het ontworpen artikel 40, 1, b, zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"b) "nieuw tankschip" : een tankschip dat aan een van de volgende

voorwaarden voldoet :

(i) het bouwcontract is gesloten na 1 juni 1979;

(ii) bij ontstentenis van een bouwcontract werd de kiel gelegd of bevond de bouw zich in een soortgelijk stadium na 1 januari 1980;

(iii) de levering heeft plaatsgehad na 1 juni 1982;

(iv) het schip heeft een naar het oordeel van het districtshoofd belangrijke verbouwing of wijziging ondergaan, hetzij dat :

1° het contract werd gesloten na 1 juni 1979;

2° de werkzaamheden, bij ontstentenis van een contract, zijn aangevangen na 1 januari 1980;

3° de werkzaamheden voltooid zijn na 1 juni 1982;".

Artikel 59 zou naar dit model moeten worden herzien.

2. De volgende tekst wordt voorgesteld voor het tweed lid van 1,c :

"Evenwel moet niet worden geacht een belangrijke verbouwing of wijziging te hebben ondergaan, het bestaand tankschip met een laadvermogen van ten minste 20.000 metrieke ton, dat verbouwd of gewijzigd wordt om te voldoen aan de voorschriften van het Protocol van 1978 betreffende het Internationaal Verdrag van 1973 ter voorkoming van verontreiniging door schepen".

.../...

3. In de Nederlandse tekst van het ontworpen artikel 40 moet worden gelezen :

a) in 3, a , tweede volzin : "elk essentieel bestanddeel dat niet dubbel is uitgevoerd" in plaats van "elk essentieel bestanddeel dat niet ontdubbeld is";

b) in 7, a en b : "zoals vereist is in" in plaats van "vereist in";

c) in 8, b : "dubbel wordt uitgevoerd" in plaats van "moet worden ontdubbeld";
Dezelfde opmerking geldt voor artikel 40, 22, a, ii.

d) in 9, b : "in de stuurmachinekamer moeten voorzieningen zijn getroffen om elke ..." in plaats van "middelen dienen voorzien in de stuurmachinekamer om elke ...";

e) aan het slot van de zin die 17 inleidt : " ... moeten voldoen, mits een gelijkwaardige graad van veiligheid wordt bereikt, en :".

4. In het ontworpen artikel 40, 9, a , is er een discrepantie tussen de Nederlandse tekst ("mogen") en de Franse tekst ("doit").

5. In het ontworpen artikel 40, 25, b, werkt het ontwerp met het onjuiste dubbele voegwoord "en/of" - "et/ou", terwijl artikel 23 van het ontwerp die uitdrukking afkeurt, door te stellen : "In 1 van artikel 45 van hetzelfde besluit worden de woorden "en/of" vervangen door het woord "of".

.../...

Artikel 31.

In de Franse tekst van paragraaf 1 moet vanzelfsprekend worden gelezen "est remplacé" en niet "est modifié".

Artikel 34.

1. In het ontworpen artikel 90, 4, a, ii, en b, ii zijn de woorden "de installaties voor het wassen van de tanks met ruwe petroleum" dubbelzinnig. De tekst moet nauwkeuriger worden geredigeerd.

2. De Franse tekst van het ontworpen artikel 90, 4, is grotendeels een herhaling van de tekst die in de vorm van een artikel 90, 3, in het koninklijk besluit van 20 juli 1973 is ingevoegd door het koninklijk besluit van 10 juli 1981 (Belgisch Staatsblad van 3 oktober 1981), zoals hij door de Raad van State was voorgesteld in zijn advies L. 13.789/2 van 26 januari 1981. Ook voor het redigeren van de Nederlandse tekst van de nieuwe bepaling zou aansluiting moeten worden gezocht bij de thans geldende tekst van artikel 90, 3.

.../...

Artikel 35.

De tekst onder 1 en 3 van het ontworpen artikel 107 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"1. Indien een schip dat niet in het bijzonder daarvoor is ingericht, gestorte goederen vervoert die gemakkelijk kunnen overgaan, moeten zo nodig gevelingen zijn aangebracht".

"3. Het vervoer van gestorte ladingen met een hoog soortelijk gewicht, of van ladingen die omwille van hun scheikundige aard of van hun specifieke eigenschappen, bij een vervoer in bulk een gevaar kunnen opleveren, of van ladingen ... Het districtshoofd kan aanvullende maatregelen opleggen".

Artikel 36.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"6. Aan boord van elk schip gebezigd of bestemd voor het vervoer van verpakte gevaarlijke goederen, ..., moeten er geschreven instructies aanwezig zijn met betrekking tot de aard van het gevaar dat die goederen opleveren en met betrekking tot de maatregelen die dienen getroffen te worden bij een ongeval of een onvoorziene gebeurtenis. Die instructies dienen ... ".

Artikel 40.

De volgende tekst wordt voorgesteld voor het ontworpen artikel 121, 2, c :

.../...

"c) De kapitein van een schip dat wordt gebruikt voor het vervoer in bulk van de in artikel 108, 4, c, bedoelde gevaarlijke stoffen die geen vaste stoffen zijn, is bovendien verplicht, vooraleer een reis wordt ondernomen, zorg te dragen dat de in artikel 13, 7, bedoelde gegevens aan boord zijn".

De tekst van 3, c, zou naar dit model moeten worden herzien.

Artikel 41.

De ontworpen bepaling zou beter als volgt worden geredigeerd :

"d) les parties mobiles, telles que les treuils, bossoirs, grues et taquets, soient exemptes de rouille et en bon état de marche".

Artikel 49.

In paragraaf 5 zou de ontworpen tekst onder 4, derde lid, als volgt moeten worden geredigeerd :

"Indien het ongeval of het gebrek wordt vastgesteld in een buitenlandse haven, moet de kapitein of de eigenaar van het schip bovendien onverwijld verslag uitbrengen aan de bevoegde overheid van die haven, indien die overheid afhangt van een Staat die partij is bij het Protocol van 1978 ... ".

Artikel 50.

In de tekst van het ontworpen artikel 156, 2, is er een discrepantie tussen de Nederlandse tekst ("zich op een ...

.../...

plaats bevinden") en de Franse tekst ("affichés à un endroit ... ")

Artikel 51.

1. Het begin van het ontworpen artikel 158, 1, zou beter als volgt worden geredigeerd :

"1. Het districtshoofd kan in bijzondere gevallen vrijstelling verlenen van de toepassing van een of meer bepalingen van dit besluit, op voorwaarde dat die vrijstelling ... (voorts zoals in het ontwerp)".

2. Er is een discrepantie tussen de Nederlandse tekst ("de bijzondere redenen of omstandigheden") en de Franse tekst ("les raisons spéciales ou les circonstances") van het ontworpen artikel 158, 3.

Artikel 59.

Hier moge worden verwezen naar de opmerking die gemaakt is bij artikel 20.

De vermelding "§ 1" dient te worden weggelaten.

Artikel 61.

In het ontworpen artikel 30, 3, a, schrijve men in de Franse tekst "service normal" en niet "source normal".

.../...

Artikel 62.

Er is een gemis van overeenstemming tussen de Franse tekst en de Nederlandse tekst van het ontworpen artikel 32, 13, b.

Artikel 63.

In het ontworpen artikel 15, 2, a, laatste volzin, van bijlage VI, dient in de Franse tekst het woord "électronique" te worden vervangen door "électrique" en "y" door "et".

In c zou de laatste volzin als volgt moeten worden geredigeerd :

"Indien de hulpstuurinrichting in werking wordt gesteld door zulk een motor, kan het districtshoofd een afwijking toestaan van het bepaalde in b indien de beveiligingsinrichtingen naar zijn oordeel toereikend zijn en indien aan de in artikel 40, 6, a en b, en 8, c, bepaalde voorwaarden is voldaan".

Artikel 66.

De door het ontwerp gevolgde methode die erin bestaat bijlagen bij van kracht zijnde koninklijke besluiten te wijzigen door invoeging van de nieuwe teksten in het artikel zelf, stemt niet overeen met de gebruiken inzake wetgevingstechniek. Wanneer de wijzigingen aan bedoelde bijlagen enige omvang hebben of wanneer ze zich voordoen in de vorm van tabellen, zouden ze zelf als bijlagen bij het ontworpen besluit moeten worden gevoegd, terwijl het artikel er zich dan toe kan beperken naar die bijlagen te verwijzen volgens het hiernavolgende model :

"Artikel 66.-

In bijlage XXIV van hetzelfde besluit, gewijzigd door de bijlagen ..., wordt de tekst onder 1 vervangen door bijlage 1".

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

P. KNAEPEN, conseillers d'Etat,
A. VANWELKENHUYZEN, staatsraden,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,
C. DESCHAMPS, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. J. COOLEN, premier auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. COOLEN, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. P. TAPIE.